

مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle et de la
Promotion du Travail

Dossier d'Appel d'Offres

Ouvert international sur offres de prix

N° 72/2025

Financement : Budget CSF

Objet :

**Réalisation des contrôles de l'exécution des actions de formation financées
dans le cadre des CSF au titre des exercices 2023, 2024 et 2025**

8 6

REGLEMENT DE CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE N° 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE N° 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE N° 03 : REPARTITION EN LOTS	3
ARTICLE N° 04 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE N° 05 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE N° 06 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE N° 07 : OFFRE VARIANTE	4
ARTICLE N° 08 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE N° 09 : PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE	7
ARTICLE N° 10 : L'OFFRE FINANCIERE	8
ARTICLE N° 11 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS	8
ARTICLE N° 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE N° 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE N° 14 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE N° 15 : LANGUE DE L'OFFRE	10
ARTICLE N° 16 : MONNAIE DE L'OFFRE	11
ARTICLE N° 17 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE N° 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	11
ARTICLE N° 19 : EVALUATION DES OFFRES	12
ARTICLE N° 20 : EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES	12
ARTICLE N° 21 : COMMUNICATION DES RESULTATS	15
ARTICLE N° 22 : ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES	15

ARTICLE N° 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert international sur offres de prix ayant pour objet : **La réalisation des Contrôles de l'exécution des actions de formation financées dans le cadre des CSF au titre des exercices 2023, 2024 et 2025.**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 21, du décret n° 2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions conformes aux dispositions de l'article 21 susmentionné et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE N° 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

ARTICLE N° 03 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché non alloti.

ARTICLE N° 04 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE N° 05 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend:

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales et techniques ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement (Annexe 01) ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif (Annexe 03) ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur (Annexe 02) ;
- f) Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE N° 06 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-22-431 précité :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- d) Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prises conformément aux dispositions de l'article n°152 du décret n° 2-22-431 précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE N° 07 : OFFRE VARIANTE

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

ARTICLE N° 08 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et une offre technique en sus d'une offre financière.

A- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- ✓ S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- ✓ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- ✓ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint en annexe.

c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

NB : Le cautionnement doit être constitué de façon électronique et dématérialisé via le portail des marchés publics, et ce conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

N.B : En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions de l'article n°150 du décret n°2-22-431 précité, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

- 1) Au nom collectif du groupement ;
- 2) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- 3) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue à l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) précité, cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, et ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) précité :

a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (**modèle 9**) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

f) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

NB : La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B - Le dossier technique comprend :

Le dossier technique comprend les pièces suivantes :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles le concurrent a participé, avec précision de la qualité de sa participation.
2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles dans les domaines de l'audit légal, l'audit de gestion, les missions de contrôle financier et de contrôle opérationnel.
Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et les années de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
3. L'attestation (original ou copie certifiée conforme) du chiffre d'affaires déclaré par le cabinet pour 2021, 2022 et 2023 délivrée par l'administration fiscale.

NB : *Les capacités techniques sont appréciées comme suit : au minimum deux attestations de référence d'un montant supérieur à 300 000 DH TTC chacune réalisées durant la période 2019 à 2024.

***Les capacités financières** sont appréciées comme suit : La moyenne de Chiffre d'affaires (CA) des années 2021-2022-2023 ne doit pas être inférieur à : 1 000 000 dh.

ARTICLE N°09 : PRESENTATION D'UNE OFFRE TECHNIQUE

Conformément à l'article 31 du décret n° 2-22-431 précité, chaque concurrent doit présenter une offre technique. Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations selon une procédure technique avantageuse. A cet effet, ils doivent fournir les documents décrits ci-dessous. L'offre technique doit être accompagnée d'un état des pièces qui la constitue.

La réponse du concurrent doit couvrir les besoins du cahier des charges. La clarté et l'organisation de la réponse selon les exigences précitées sont importantes dans la compréhension et la notation de la réponse du concurrent.

Les pièces devant constituer l'offre technique sont :

- La **méthodologie** que le soumissionnaire envisage de mettre en œuvre pour réaliser les prestations objet du présent appel d'offres ;
- Le **planning d'exécution** par trimestre envisagé pour la réalisation de la mission
- Le **tableau d'affectation** (en jours/homme) des intervenants envisagés par le soumissionnaire pour l'exécution des différents volets des prestations objet du présent appel d'offres ; (Annexe 04)
- Les **curriculum vitae des intervenants** (datés et cosignés par l'intervenant et le responsable du cabinet avec photos récentes précisant notamment les diplômes, le degré de spécialisation et l'expérience professionnelle) que le cabinet envisage d'affecter à la mission de contrôle. Compte tenu de l'étendue de la mission, un minimum de **17 intervenants**, dont un du coordinateur des contrôles et **16 contrôleurs expérimentés** est exigé pour la réalisation de la mission. (Modèle CV en ANNEXE 05)
- Les Diplômes et Certifications originaux ou des copies certifiées conformes à l'original.
- Les attestations de travail justifiant l'expérience demandée.
- Un état de toutes les actions de formation financées par le système des contrats spéciaux de formation réalisées ou prévues par le soumissionnaire durant la période 2023, 2024, 2025 si ce dernier est bénéficiaire du système des contrats spéciaux de formation. Dans le cas où le soumissionnaire n'a pas bénéficié du financement par le système des contrats spéciaux pour l'un ou l'ensemble des exercices une déclaration sur honneur doit être fournie.

Dans le cas où le soumissionnaire ne présente, ni l'état des actions de formation ni l'attestation sur l'honneur, cités dans le point précédent, ce dernier ne sera pas admis à la notation technique.

ARTICLE N°10 : L'OFFRE FINANCIERE

L'offre financière qui comprend :

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

b) le bordereau des prix - détail estimatif figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Les prix du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres ;

Les montants totaux du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE N°11 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-22-431 précité, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours (7 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE N°12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°32 du décret n°2-22-431 précité :

Les dossiers doivent être présentés exclusivement de façon électronique via le portail des marchés publics conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics.

Le dossier présenté doit contenir trois enveloppes électroniques :

- a) **la première enveloppe** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 8 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés électroniquement et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
- b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre technique
- c) **La troisième enveloppe** contient l'offre financière.

ARTICLE N°13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n°2-22-431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures , des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les plis doivent être transmis **exclusivement par voie électronique** via le portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma**.

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe (C) de l'article 150 du décret précité n° 2-22-431 précité.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

ARTICLE N°14 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'alinéa 7 de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché.

Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres. Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.

ARTICLE N°15 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le concurrent et l'OFPP, dans le cadre du présent appel d'offres, seront rédigés en Langue française.

ARTICLE N°16 : MONNAIE DE L'OFFRE

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires

Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams.

Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al- Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE N°17 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le concurrent supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

ARTICLE N°18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours** qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;
- c) dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure

ARTICLE N°19 : EVALUATION DES OFFRES

Les offres des concurrents seront examinées conformément aux dispositions des articles 39, 41, 42, 43, 44 et 147 du Décret n° 2.22.431 précité.

ARTICLE N°20 : EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES

L'évaluation des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et ce, conformément à l'article 39 du décret n° 2-22-431 précité.

NB :

1/Les offres techniques ne sont pas admissibles à la notation ci-dessous si :

- Un critère d'admissibilité n'est pas justifié par le document d'évaluation requis ;
- Le minimum de l'équipe requise n'est pas présenté intégralement en termes d'effectif, de profil et d'expériences.
- Le soumissionnaire ne présente, ni l'état de toutes les actions de formation financées par le système des contrats spéciaux de formation réalisées ou prévues par le soumissionnaire durant la période 2023, 2024, 2025 si ce dernier est bénéficiaire du système des contrats spéciaux de formation, ni l'attestation sur l'honneur, dans le cas où il n'a pas bénéficié du financement par le système des contrats spéciaux pour l'un ou l'ensemble des exercices.

2/Le calcul des années d'expérience est compté à partir des expériences professionnelles obtenues après la date du diplôme exigé.

Une note technique Nt (sur 100 points) attribuée à chaque offre sur la base du barème ci-dessous :

Critères de notation	Note	Document Pour l'évaluation
1- Méthodologie, planning et tableau d'affectation	N 1 : 40 pts	
<p><u>La méthodologie</u> Bonne10 < Note ≤ 20 Pt Moyenne5 < Note ≤ 10.. Pt Faible0 < Note ≤ 5.... Pt</p> <p><u>Le planning d'exécution</u> Bon5 < Note ≤ 10 Pt Moyen0 < Note ≤ 5 Pt Insuffisant0 Pt</p> <p><u>Tableau d'affectation des intervenants</u> Bon5 < Note ≤ 10 Pt Moyen0 < Note ≤ 5 Pt Insuffisant0 Pt</p>	<p>20</p> <p>10</p> <p>10</p>	<p>La méthodologie</p> <p>Le planning d'exécution</p> <p>Le tableau d'affectation du personnel</p>
2- Qualification de l'équipe proposée pour la réalisation du projet	N2 : 60pts	
<p>• <u>La Qualification du coordinateur de la mission</u> <u>Nature des diplômes sur 15pts</u></p> <p>○ Diplôme de niveau bac plus 5 années en audit, finances, contrôle de gestion ou profils similaires : 15points</p> <p><u>L'expérience professionnelle du coordinateur des contrôles en audit et/ou contrôle sur 15points</u></p> <p>○ Plus de 10 ans : 15 pts ○ 5 ≤ années d'expérience ≤ 10 ans : 10pts</p> <p>• <u>La Qualification des contrôleurs</u> <u>Nature de diplôme sur 15 pts</u></p>	<p>30</p> <p>30</p>	<p>Les CV conformément au modèle demandé ;</p> <p>Les diplômes et attestations de travail ;</p> <p>Les CV conformément au modèle demandé ;</p> <p>Les diplômes et attestations de travail ;</p>

6 4

<ul style="list-style-type: none"> ○ Diplôme de niveau bac plus 5 années en audit, finances, contrôle de gestion ou profils similaires : 15 pts. ○ Diplôme de niveau bac plus 3 années en audit, finance ou contrôle de gestion ou profils similaires : 10 pts ○ Diplôme de niveau Technicien Spécialisé ou plus en comptabilité, gestion des entreprises ou profils similaires : 5 pts. <p><u>L'expérience professionnelle sur 15 pts</u></p> <p>L'expérience des contrôleurs en audit et contrôle sur 15 points</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 3 ans et plus : 15 points ○ 2 ≤ année d'expérience ≤ 3 ans : 10 points 		
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

La note attribuée à l'équipe correspond à la moyenne des notes individuelles obtenues par les profils proposés.

Critère d'appréciation de la méthodologie :

Bonne : méthodologie bien développée, bien structurée et entièrement adaptée à la mission, tout en présentant les outils méthodologiques et opérationnels ainsi que les étapes de réalisation de la mission.

Moyenne : méthodologie moyennement développée, présentant des manquements.

Faible : méthodologie très peu développée, qui ne présente pas une bonne compréhension.

Critère d'appréciation du Planning d'exécution :

BON : Planning claire réparti sur la durée de réalisation de la mission et qui décrit toutes les tâches à accomplir en tenant compte de la spécificité de la mission et les étapes à prendre en considération.

Moyen : Planning qui n'est pas clair et qui présente des manquements

Insuffisant : Planning insuffisant ou non conforme.

Critère d'appréciation Tableau d'affectation des intervenants :

BON : Tableau d'affectation de tous les intervenants qui répond au modèle de l'annexe n°4 et qui est cohérent avec le planning d'exécution

Moyen : Tableau d'affectation des intervenants présentant des manquements

Insuffisant : Tableau d'affectation insuffisant ou non conforme.

Les offres ne présentant pas au moins 16 profils retenus de contrôleurs sera écartée.

La note technique est obtenue comme suit : $N_t = N1 + N2$

Seules les offres ayant obtenu une note N_t supérieure ou égale à 70 /100 seront admises à la phase suivante.

86

ARTICLE N°21 : COMMUNICATION DES RESULTATS

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième Jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'Appel d'Offres.

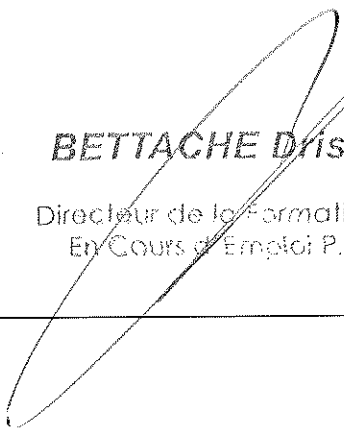
Dans le même délai, il informe, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux de l'organisme dont relève le maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours au moins.

ARTICLE N° 22 : ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente peut, quel que soit le stade de la procédure et avant notification de l'approbation du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas prévus par l'article 48 du décret n° 2-22-431 précité.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
<u>Lu et accepté</u>	 BETTACHE Driss Directeur de la Formation En Cours d'Emploi P.I